



Chapitre M-18

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ministre de la fonction
publique.

1. Le ministre de la fonction publique, désigné dans la présente loi sous le nom de «ministre», est chargé de la direction et de l'administration du ministère de la fonction publique.

1969, c. 14, a. 1.

Fonctions.

2. Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement des mesures visant à accroître l'efficacité du personnel de la fonction publique, de surveiller l'application de ces mesures et, sous la direction du gouvernement, d'en coordonner l'exécution.

Fonctions.

Il a aussi pour fonctions de conseiller le gouvernement sur les conditions de travail du personnel du secteur public.

Fonctions.

Il est aussi chargé de négocier les conventions collectives auxquelles le gouvernement est partie et d'en surveiller l'application.

Devoirs.

Il doit à ces fins:

a) obtenir des ministères et organismes du gouvernement les renseignements disponibles concernant leurs programmes, leurs projets et leurs réalisations, en matière de gestion du personnel et de réorganisation de leurs structures et de leurs fonctions;

b) coordonner les recherches, études, enquêtes et inventaires qui sont faits en matière de gestion du personnel par d'autres ministères et organismes du gouvernement ou pour leur compte;

c) exécuter ou faire exécuter des recherches, études, enquêtes et inventaires sur l'efficacité du personnel du gouvernement et de ses ministères et organismes ainsi que sur les conditions de travail du personnel du secteur public;

d) faire des recommandations au gouvernement sur la réorganisation des structures et des fonctions des ministères et organismes qui en dépendent et préparer, à cette fin, des plans d'organisation portant notamment sur les effectifs requis pour la gestion du gouvernement et de ses ministères et organismes, ainsi que sur la répartition et l'utilisation de ces effectifs;

e) établir et administrer des programmes de perfectionnement du personnel du gouvernement et de ses ministères et organismes;

f) établir et administrer des programmes pour stimuler et récompenser l'initiative chez le personnel de la fonction publique;

g) s'acquitter des autres devoirs que lui assigne le gouvernement.
1969, c. 14, a. 2.

Sous-ministre. **3.** Le gouvernement nomme un sous-ministre de la fonction publique, ci-après désigné sous le nom de «sous-ministre».
1969, c. 14, a. 3.

Devoirs et pouvoirs. **4.** Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le gouvernement.
1969, c. 14, a. 4.

Autorité du sous-ministre. **5.** Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.
1969, c. 14, a. 5.

Fonctionnaires. **6.** Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).
1969, c. 14, a. 6.

Devoirs des fonctionnaires. **7.** Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère, non expressément définis par la loi ou par le gouvernement, sont déterminés par le ministre.
1969, c. 14, a. 7.

Signature. **8.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.
1969, c. 14, a. 8.

Force probante. **9.** Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.
1969, c. 14, a. 9.

- Accords. **10.** Le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de la présente loi.
1969, c. 14, a. 10.
- Convention collective autorisée. **11.** Le gouvernement peut autoriser le ministre à signer suivant le Code du travail une convention collective avec toute association accréditée de salariés de la fonction publique.
1969, c. 14, a. 11.
- Rapport annuel. **12.** Le ministre doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, déposer à l'Assemblée nationale un rapport de l'activité de son ministère pour cet exercice.
1969, c. 14, a. 12.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 14 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 46 à 49, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre M-18 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1969 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 14

Chapitre M-18

**LOI DU MINISTÈRE
DE LA FONCTION PU-
BLIQUE**

**LOI SUR LE MINISTÈ-
RE DE LA FONCTION
PUBLIQUE**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 12	1 - 12	
13		Modification intégrée au c. E-18, a. 4
14		Modification intégrée au c. E-6, aa. 9-11
15		Modification intégrée au c. E-6, Formule 1
16		Modification intégrée au c. M-34, a. 1
17		Inopérant 1970, c. 17, a. 94
18		Modification intégrée au c. C-27, a. 1
19		Modification intégrée au c. F-3, a. 1
20		Modification intégrée au c. F-3, a. 8
21		Modification intégrée au c. F-3, a. 12
22		Modification intégrée au c. F-3, a. 16

L.Q. 1969, c. 14	L.R. 1977, c. M-18	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
23		Modification intégrée au c. F-3, a. 18
24		Modification intégrée au c. F-3, a. 22
25		Modification intégrée au c. F-3, a. 25
26		Modification intégrée au c. F-3, a. 27
27		Modification intégrée au c. F-3, a. 28
28		Modification intégrée au c. F-3, a. 31
29		Modification intégrée au c. F-3, a. 33
30		Modification intégrée au c. F-3, aa. 34-36
31		Modification intégrée au c. F-3, a. 40
32		Modification intégrée au c. F-3, a. 46
33		Modification intégrée au c. F-3, aa. 47-52
34		Modification intégrée au c. F-3, a. 53
35		Modification intégrée au c. F-3, a. 54
36		Modification intégrée au c. F-3, a. 57
37		Modification intégrée au c. F-3, aa. 60 - 61
38		Modification intégrée au c. F-3, a. 66

L.Q. 1969, c. 14

L.R. 1977, c. M-18

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

39		Modification intégrée au c. F-3, a. 67
40		Modification intégrée au c. F-3, a. 70
41		Modification intégrée au c. F-3, a. 71
42		Omis
43		Modification intégrée au c. F-3, Annexes A-B
44		Modification intégrée au c. M-19, a. 7
45		Modification intégrée au c. M-25, a. 8
46 - 49		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

